

personnel qui doit en résulter—elle n'est pas encore pleinement réalisée, mais on prévoit qu'elle le sera l'année prochaine—est de 30 p. 100. Les services canadiens de liaison des forces canadiennes, à Washington, ont été entièrement intégrés, avec une réduction de 34 p. 100 en personnel. Quant à ceux de Londres, ils ont été intégrés, avec une réduction de 44 p. 100 en personnel.

L'exemple suivant a trait à nos services de communications.

M. le président: Je dois signaler au ministre que son temps de parole est écoulé.

Des voix: Continuez.

L'hon. M. Churchill: Avant d'y consentir, j'aimerais poser une question au ministre. A-t-il l'intention de traiter de l'unification et de la création d'une seule force? Jusqu'à présent il n'a parlé que de l'intégration, qui est sans rapport avec l'unification. Une fois de plus, on essaie d'induire la Chambre en erreur. (*Applaudissements*)

L'hon. M. Hellyer: Je sais gré à la Chambre de son indulgence, et si l'honorable représentant m'autorise à continuer, je m'engage à traiter de cette question dès que j'en aurai fini avec mon préambule.

M. le président: Le comité consent-il à ce que le ministre continue son exposé?

Des voix: D'accord.

L'hon. M. Lambert: Je suppose qu'on nous accordera suffisamment de temps pour répondre.

● (5.00 p.m.)

L'hon. M. Hellyer: Je vous remercie beaucoup, monsieur le président, et je remercie également les membres du comité. Depuis longtemps, on estimait plus efficace et plus économique un système unique de communications à longue distance pour nos forces armées. Ce projet, entrepris au cours des années 50, a complètement échoué parce que les trois armes ne pouvaient pas s'entendre même après avoir décidé qu'il y avait lieu de s'entendre. Chacune des trois armes préférait son propre système, et aucune n'était disposée à faire les concessions nécessaires pour découvrir celui qui serait le meilleur ou simplement meilleur. Elles ne voulaient pas s'unir pour rendre possible l'élaboration d'un nouveau système. Cette expérience a donc échoué.

[L'hon. M. Hellyer.]

Nous avons mis au point, à l'usage des forces armées canadiennes, un nouveau réseau de communications à longue distance permettant d'économiser 18 p. 100. Il fonctionne déjà d'une manière très satisfaisante. Les économies antérieures et actuelles ou le modeste progrès que nous pouvons, je crois, revendiquer en matière d'efficacité sont moins importants que la possibilité de faire effectuer des études par le réseau de télécommunications du National-Canadien et du Pacifique-Canadien qui nous permettront de faire notre part de progrès en matière de communications, une fois le rapport élaboré et mis en œuvre. Nos spécialistes sont convaincus que de très grandes améliorations sont possibles dans ce domaine. Par suite de l'unification du réseau, ces améliorations sont maintenant chose presque certaine et n'exigent que les fonds nécessaires pour les nouveaux biens d'équipement une fois que le projet aura été présenté et approuvé.

Pour ce qui est du catalogue, les membres du comité savent que les trois armes avaient chacune le leur dans le passé. Le maréchal de l'air Annis, qui a comparu devant le comité, me disait toujours: «Vous savez, nous gardions en magasin des rondelles et des cales sous cinq catégories différentes; nous avons cinq numéros pour la même pièce.» On a vu bien des cas où un service déclarait du matériel excédentaire alors même qu'un autre service achetait du matériel identique par l'entremise du ministère de la Production de défense. L'une des premières réalisations d'alors a été un nouveau catalogue combiné. Le fardeau maximum résultant de cette fusion était sensiblement plus lourd que le fardeau antérieur des intéressés mais quand le nouveau système sera en place il permettra une économie ultime de personnel de 26 p. 100.

Voilà, monsieur le président, des exemples qui prouvent que là où on peut éliminer le double ou le triple emploi on épargne, que la conclusion fondamentale du rapport Glassco était valable et que, si on y donne suite, les Canadiens et les forces armées en profiteront, car on obtiendra plus pour l'argent dépensé.

Les économies ainsi réalisées devaient servir à acheter de l'équipement neuf pour les forces armées. Personne ne regrette plus que moi que l'an dernier les sommes dépensées à cette fin n'aient pas augmenté, mais des considérations d'ordre technique en sont partiellement responsables. Nous n'avons pas dépensé